

NOTICE EXPLICATIVE

Le fichier de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale (R.E.I.) est un fichier communal. Il contient les données relatives aux rôles généraux et aux rôles manuels primitifs des impôts directs locaux ainsi qu'aux nouveaux impôts économiques auto-liquidés (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et taxe sur les surfaces commerciales).

L'état 1389Diff est un état présentant les principales données du REI par collectivité.

Leur diffusion est réalisée dans le cadre de l'arrêté du 5 août 2010 (NOR BCRE1021185A) consolidé au 11 mai 2012.

Le fichier REI est disponible soit dans sa version « complète », soit dans sa « version simplifiée ». En 2012, ce fichier a consolidé des informations pour 36 681 communes.

La diffusion des données fiscales est soumise à l'application des règles du secret fiscal. Afin d'éviter toute possibilité de reconstitution de données individuelles à partir des données agrégées et ainsi de garantir un complet anonymat de ces données, il est fait application de règles dites de secret statistique qui découlent de l'obligation de secret professionnel visée à l'article L.103 du LPF.

Ces règles reprises dans le BOI 13 I_09_02 (p. 5 et 6), avalisées par la CNIL dans un avis du 27 mai 1997, concernent le nombre d'unités agrégées d'une part et le poids de chaque unité dans le montant agrégé d'autre part.

Elles conduisent à occulter les informations relatives à un nombre réduit d'articles d'imposition (seuil de 3 unités, sauf en matière de fiscalité des personnes pour laquelle le seuil est porté à 11 unités) ou concernant une imposition « dominante » représentant plus de 85% du montant agrégé.

Un tracé complet du fichier peut être communiqué par le bureau GF-3C sur demande (bureau.gf3c@dgfip.finances.gouv.fr).

► Le fichier R.E.I. « complet » reprend l'ensemble des données de fiscalité directe locale issues des émissions des rôles généraux, par taxe et par collectivité (commune, syndicats et assimilés, intercommunalité, département, région).

Ces données collectées par la DGFIP présentent pour les impôts directs locaux et les taxes annexes ou assimilées (taxe enlèvement ordures ménagères, taxe spéciale d'équipement, taxes versées au profit d'organismes divers tels que les chambres consulaires...) les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- bases (brutes et/ou nettes) ;
- taux votés ;
- produits des émissions ;
- frais d'assiette, de dégrèvement et de non valeurs ;
- dégrèvements sur rôles par nature, en montant et nombre ;
- nombre d'avis d'imposition ;
- allocations compensatrices ;
- bases exonérées ;
- droits fixes ;
- éléments d'assiette, notamment :
 - informations sur les valeurs locatives des locaux et leur affectation (TH) ;
 - informations sur les abattements en matière de TH ;
 - personnes à charges à la TH ;
 - type d'établissements (CFE).
- informations sur la nature des groupements.

Lorsqu'une commune est subdivisée en plusieurs séries-rôles, les données présentées sont agrégées. Les taux restitués sont alors les taux moyens constatés.

Modalité d'envoi des données :

A partir de 2013, les envois de données sont dématérialisés. Cette procédure d'accès, gratuite et sécurisée, a vocation à simplifier les modalités de transmission jusqu'alors réalisées par CD-ROM. Un ticket de téléchargement est envoyé au client à son adresse électronique, lui permettant d'obtenir les données.

La licence est envoyée ensuite par courrier.

Evolution du tracé :

Après deux ans de profonds remaniements des fichiers dus à la réforme de la FDL, leurs structures se stabilisent.

Les nouveautés du REI pour la campagne de fiscalité directe locale 2012 :

A l'échelon intercommunal, la taxe d'habitation sur les locaux vacants a été instaurée.

En cotisation foncière des entreprises, le dénombrement des établissements assujettis à la base minimum selon le chiffre d'affaire, et les montants votés par les collectivités, sont restitués.

Le régime d'exonération des zones franches urbaines de 3^{ème} génération est prorogé.

Ce qui disparaît :

En matière de taxe d'habitation le dégrèvement pour RMI est éteint.

En matière de taxe foncière sur les propriétés bâties, les régimes d'exonération des zones franches urbaines de 1^{ère} et 2^{ème} génération sont éteints et les dispositifs de sortie par palier sont intégrés aux données 3^{ème} génération.

► Le fichier R.E.I. « simplifié » reprend les données essentielles du fichier R.E.I. « complet », hormis les bases exonérées, les allocations compensatrices et les informations sur les droits fixes (financements des chambres des métiers).

► L'état 1389Diff est un état présentant les principales données du REI par collectivité. Il est délivré au format excel (la matrice de l'état est annexée à cette notice). Les états supra-communaux, en plus de délivrer des informations relatives à l'entité concernée¹, agrègent les données des collectivités composant cette entité. L'application du secret statistique est réalisée après ces agrégations.

¹ C'est à dire les intercommunalités, les départements ou les régions